



RENDU EXECUTOIRE LE

29 JUIL. 2022

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 27/07/2022

Reçu en préfecture le 27/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 086-228600011-20220727-22_A_SE_0212-AR

DGAS

Service des Etablissements

39 rue de Beaulieu

86034 POITIERS CEDEX

ARRETE N° 2022-A-DGAS-DA-SE-0212

du **27 JUIL. 2022**

Portant fixation pour l'année 2022
d'une dotation pour une place dérogatoire
à l'E.A.M. LA FORET à Saint-Benoît,
géré par l'ADAPEI 86

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le règlement départemental d'Aide Sociale de la Vienne ;

VU l'arrêté n° 2020-A-DGAS-DHV-SE-0156 du 1^{er} février 2021, conjoint Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine et Département de la Vienne, portant modification des autorisations du FAM « La Forêt » et de l'E.A.N.M. « Foyer de vie La Forêt » situés à Saint Benoît et gérés par l'ADAPEI 86 ;

VU l'arrêté n° 2022-A-DGAS-DA-SE-0124 du 28 janvier 2022 portant fixation pour l'année 2022 de la dotation globalisée commune de l'ADAPEI pour ses établissements et services pour adultes handicapés sous le contrôle du Département de la Vienne ;

VU le contrat partenarial d'engagements relatifs à la mise en place de la réponse accompagnée pour tous, signé en date du 2 mars 2018 ;

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu le 27 juillet 2020 entre le Département de la Vienne et l'ADAPEI pour la période 2020-2024 ;

CONSIDERANT la possible dérogation à la capacité d'accueil, avec financement complémentaire, mentionnée au contrat partenarial d'engagements relatifs à la mise en place de la réponse accompagnée pour tous, susmentionné ;

CONSIDERANT la notification en date du 11 juillet 2022 établie par la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées de la Vienne (CDAPH) pour une orientation alternative en réponse à la prise en charge d'une situation sans solution adaptée, pour la période du 21 juillet 2022 au 31 décembre 2023 ;

CONSIDERANT que la solution d'accueil proposée par l'ADAPEI 86 a été convenue pour cette personne, à savoir pour

pour un hébergement complet externalisé à l'Etablissement d'Accueil Médicalisé de Mauroc, à Saint-Benoît (86), à compter du 21 juillet 2022 ;

CONSIDERANT que cet accompagnement adapté spécifiquement à est accordé à titre dérogatoire pour un accueil en surcapacité et qu'il convient de verser en contrepartie de cette prise en charge exceptionnelle les frais de séjour de ladite personne ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Sur la base de la Dotation Globalisée Commune établie pour l'année 2022, et spécifiquement sur la quote-part de l'Etablissement d'Accueil Médicalisé (E.A.M.) la Forêt, sur la partie hébergement de compétence départementale, par arrêté susvisé, les frais de séjour de , accordés en sus et à titre dérogatoire à compter du 21 juillet 2022 (date effective de son accueil), sont à verser par dotation mensuelle de la façon suivante :

Place externalisée d'hébergement complet	1 541,43 € pour la période du 21 au 31 juillet 2022
	4 344,03 € par mois pour la période de août à décembre 2022

Le montant de la dotation pourra être revu si la situation de la personne évolue en cours d'année (fin de la prise en charge ou intégration dans la capacité en vigueur de l'établissement) ou si l'admission à l'aide sociale n'a pas été prononcée.

Ces crédits sont imputés au chapitre 65 fonction 52 nature 65242 du budget départemental.

ARTICLE 2 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienn86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et le Président de l'Association gestionnaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à POITIERS, le **27 JUL. 2022**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON

Envoyé en préfecture le 27/07/2022

Reçu en préfecture le 27/07/2022

Affiché le



ID : 086-228600011-20220727-22_A_SE_0212-AR